

Entretien avec NICOS POULANTZAS

Partis politiques et classes sociales face à l'Europe

Est-il possible de faire une analyse marxiste du problème posé aux Européens par la construction de l'Europe ? Les attitudes face à l'Europe sont-elles déterminées par les situations de classe, les partis politiques se font-ils les interprètes fidèles de leur clientèle ?

Olivier Duhamel est allé interroger Nicos Poulantzas dont on connaît en particulier les travaux sur le pouvoir politique et les classes sociales.

Avant d'entrer dans le débat lui-même il fallait préciser certaines données du problème sur la place du capital américain et sur la possibilité d'une véritable indépendance européenne.

CEE ET CAPITAL AMÉRICAIN

Olivier DUHAMEL. — Commençons par le commencement. Pour vous, au commencement était le capital. Et, aujourd'hui, le capital américain. Il est venu en Europe. Quel rôle a joué la Communauté économique européenne par rapport à cette pénétration ?

Nicos POULANTZAS. — Commençons par les faits, les données empiriques. Elles permettent de constater la corrélation des deux phénomènes. Les investissements américains en Europe se développent dès le plan Truman, à partir de 1946. Mais à partir de la création de la CEE, le capital américain pénètre davantage l'Europe que les pays du Tiers Monde, ou même le Japon et le Canada. Le tournant n'est d'ailleurs pas seulement quantitatif, puisque, en Europe, les investissements *directs* du capital américain prennent le pas sur les investissements en portefeuille. Il ne s'agit plus d'opéra-

tions spéculatives, mais principalement de la prise de contrôle des entreprises recevant ces investissements, voire de secteurs entiers.

O. D... — Comment distinguer investissements en portefeuille et investissements directs ?

Nicos POULANTZAS. — Ils sont directs si leur objectif est la prise de contrôle dans l'entreprise. Autrement dit s'ils dépassent 10 à 15 % de ses actifs.

O. D... — La pénétration américaine dans les pays de la CEE prouve donc que cette dernière n'a pas cherché — ou pas permis — la formation d'une résistance européenne. Mais on ne peut pour autant conclure à un rapport de causalité. Ne s'agit-il pas simplement de deux séries parallèles ?

Nicos POULANTZAS. — Il est vrai que le changement qualitatif des investissements américains fut général. Dans le monde entier, les matières premières, l'extraction de minerais, ou le pétrole, se sont trouvés délaissés au profit du secteur secondaire. Au Brésil ou en Argentine, la *United Fruit* cède le pas devant la fabrication de tel élément des voitures *Ford*.

Mais la corrélation semble bien établie. La Communauté économique européenne correspond sur le plan régional à l'unification mondiale des processus du travail. Ensuite j'ai rappelé que l'accroissement des investissements américains a particulièrement concerné les pays du Marché commun. Ils sont davantage pénétrés que le Japon ou le Canada, mais aussi la Grande-Bretagne avant qu'elle n'entre dans la CEE. La Grande-Bretagne, traditionnellement champ privilégié du capital américain, est quelque peu délaissée.

Ceci dit, j'ai tendance à croire que le Marché commun a eu finalement moins d'effets économiques qu'on ne le pense. La France gaulliste le prouve, puisque, malgré la CEE et en raison, entre autres, de de Gaulle, l'introduction du capital américain a été beaucoup plus limitée.

O. D... — Quelles ont été les causes du redéploiement effectué par le capital américain vers les pays de la CEE ?

Nicos POULANTZAS. — Pour s'en tenir à l'essentiel, les Etats-Unis ont eu une certaine réticence vis-à-vis du Marché commun. Craignant de rencontrer des difficultés dans l'exportation de leurs marchandises, par exemple des barrières douanières, ils ont préféré produire sur place. D'où l'introduction du capital américain, directement ou par

le biais du capital suisse, pour produire et vendre sur place des marchandises américaines. Redoutant la fermeture des marchés, il est venu le dominer de l'intérieur.

O. D... — En somme, les Etats-Unis craignaient une CEE qui les a servis.

Nicos POULANTZAS. — Parce que dans les projets de ceux qui ont créé le Marché commun, il y avait quelques velléités de création d'une tierce puissance entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.

A partir de 1965-1966 les choses sont claires. La CEE fonctionne comme relais du capital américain. A la fin de Pompidou et avec Giscard d'Estaing, on assiste au grand lâchage. La guerre dollar-monnaie européenne est remplacée par la concertation institutionnalisée avec le Fonds monétaire international. En plus, l'Union économique européenne ne fonctionne pas, sauf pour le Marché commun agricole.

UNE EUROPE INDÉPENDANTE EST-ELLE POSSIBLE ?

O. D... — Est-ce la Communauté économique européenne en tant qu'institution, qui ne peut offrir un instrument de résistance au capital américain, ou cette incapacité découle-t-elle des politiques de ceux qui la contrôlent aujourd'hui ?

Nicos POULANTZAS. — Un changement de politique gouvernementale ne pourrait pas changer grand-chose, il faudrait une transformation beaucoup plus profonde des institutions. N'oublions pas l'importance économique écrasante de l'Allemagne dans le Marché commun — ce qui n'était pas le cas au début. Or, en Allemagne, le capital productif est contrôlé à 40 % par le capital américain. Si une certaine indépendance était concevable au début, maintenant, avec l'hégémonie allemande, donc américaine, avec une Grande-Bretagne traditionnellement ouverte aux investissements américains, un changement de politique n'aurait que peu d'effet.

Ceci ne veut pas dire qu'une sortie du Marché commun signifierait automatiquement une indépendance par rapport au capital américain. L'Espagne, le Portugal et la Grèce ne font pas partie de la CEE et sont pourtant particulièrement dépendants.

O. D... — Ces pays veulent y entrer. Est-ce pour se détacher de la dépendance américaine ou pour l'accroître ?

Nicos POULANTZAS. — Ils ne posent pas le problème en termes capital américain contre capital européen. La domination du capital étranger est pour eux un fait, avec ses désavantages sans même les avantages qu'offrirait une insertion institutionnelle dans le Marché commun. A commencer par exemple par les prêts du Fonds monétaire international.

Tout ceci prouve que la concurrence entre capital américain et capitaux européens, autrement dit les contradictions interimpérialistes, ne peuvent plus être repérées dans un affrontement États-Unis - Marché commun. Les Européens veulent utiliser l'Europe des Neuf, non pour résister à la pénétration américaine dans leur propre pays, mais pour s'imposer à l'extérieur.

O. D... — L'Europe ne peut donc avoir son autonomie face aux superpuissances. La thèse chinoise est inexacte.

Nicos POULANTZAS. — Elle ne tient pas debout, ce n'est d'ailleurs pas une thèse. Les Chinois eux-mêmes n'y croient pas. Lorsque j'ai étudié leurs positions, il y a trois ou quatre ans, je me suis dit que ce n'était pas possible. Comment les Chinois pouvaient-ils commettre une erreur aussi monumentale ? Comment pouvaient-ils sérieusement analyser l'Europe comme une troisième force indépendante des superpuissances ? Et j'ai réalisé que c'était un discours idéologique. Ils pensent que l'Europe de toute façon n'a aucune possibilité d'indépendance et ils préfèrent une Europe dépendante des États-Unis à une Europe dépendante de l'Union soviétique.

LA DROITE FRANÇAISE : PARTIS ET FRACTIONS DE CLASSE

O. D... — Chinois mis à part, comment s'expriment politiquement les contradictions économiques analysées plus haut ? Prenons l'exemple de la droite française : elle est très divisée sur la question européenne. Les choix politiques, pro-européens ou nationalistes, sont-ils l'expression de fractions de classes précises ?

Peut-on établir que le capital bancaire est représenté par les forces centristes au sens large, disons giscardiennes, et le capital

industriel par le mouvement gaulliste, traditionnellement réticent vis-à-vis de l'Europe (et) des Etats-Unis ? Le capital bancaire soutenant l'unification européenne précisément parce qu'il est plus intégré au capital américain, le capital industriel s'y opposant parce qu'il est national ?

Nicos POULANTZAS. — Les choses sont plus compliquées. D'abord parce que le projet européen n'a jamais été purement économique. D'où le rôle de facteurs idéologiques, l'influence de structures artisanes, etc., bref, l'autonomie du politique qui empêche un schéma aussi simpliste. Ensuite, parce que même au niveau des seuls intérêts économiques, on ne peut opérer une partition aussi facile.

En France, la fraction industrielle est restée traditionnellement faible dans le capital monopoliste. Le capital financier, avec ses investissements spéculatifs — surtout à l'étranger —, ses colonies, etc., tient le haut du pavé. D'où le retard industriel de la France. Arrive de Gaulle. Le gaullisme représente un projet d'hégémonie à la fois du capital industriel et du capital monopoliste : industrialisation et concentration. C'est le grand projet de l'industrialisation qui continue sous Pompidou.

Et, au début du gaullisme, le capital industriel a une réaction purement nationale. Il s'oppose aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'Europe. Les premiers signifient l'absorption directe, la seconde une concurrence féroce. Le protectionnisme préservera des deux. L'auto-défense et l'industrialisation avant l'ouverture et la compétition.

O. D... — D'où l'opposition entre gaullistes et « pro-Européens ». Ces derniers représenteraient le capital financier.

Nicos POULANTZAS. — Mais les choses changent déjà sous le gaullisme. Le capital industriel français commence à être internationalisé. Il renforce ses liens avec le capital européen, et même américain. Une réticence vis-à-vis de la CEE persiste néanmoins dans quelques secteurs, par exemple dans le capital nationalisé.

O. D... — Le capital nationalisé ?

Nicos POULANTZAS. — On peut le considérer comme faisant partie du grand capital. L'Etat bourgeois fait fonctionner le capital public d'une manière capitaliste, avec recherche d'un taux de profit, etc. Mais le capital nationalisé défend une autonomie face aux Etats-Unis. Regardons Elf-Erap, la Compagnie française des Pétroles, la CGE, EDF-GDF et l'électronique, Renault, l'aéronautique...

Mais à part ce secteur, le projet politique de l'indépendance

nationale n'exprime plus les intérêts économiques du capital industriel. Il n'est plus évident que le RPR globalement soit contre l'Europe, ou les RI globalement pour.

O. D... — Donc la base de classe d'une résistance nationale vis-à-vis de l'Europe s'est rétrécie.

Nicos POULANTZAS. — Certainement dans la bourgeoisie. Seul le capital nationalisé s'oppose à l'Europe américano-allemande.

Ce qui ne veut pas dire que toutes les autres fractions du capital industriel acceptent avec le même enthousiasme l'introduction du capital américain. Quelques secteurs restent méfiants.

O. D... — Par exemple ?

Nicos POULANTZAS. — Par exemple Dassault. L'aéronautique est beaucoup plus indépendante du capital américain que, disons, l'électroménager. De même, dans le secteur automobile, il y a une partie dominée, comme Citroën, et une autre indépendante.

LA GAUCHE ET LES ALLIANCES DE CLASSE

O. D... — Si je comprends bien, le Parti communiste français, pour être cohérent dans son projet d'alliance de classe, devrait y intégrer Dassault.

Nicos POULANTZAS. — Le problème n'est pas là. Il s'agit plutôt de déterminer la contradiction la plus importante. Celle qui divise bourgeoisie intérieure (relativement autonome) et bourgeoisie *compradore* (totalement dépendante) ; ou celle entre grand et moyen capital ? Pour les forces de la gauche française, c'est la seconde qui est décisive.

Il n'en va pas de même dans des pays comme l'Espagne, le Portugal ou l'Italie. Ainsi, le compromis historique de Berlinguer insiste sur la contradiction entre capital national et capital étranger, notamment américain. Ce qui se voit dans l'alliance avec Fiat, symbole du grand capital s'il en fut, mais capital italien pour le PCI.

O. D... — Mais les communistes français en reprenant à leur compte toute l'idéologie de l'indépendance nationale, en greffant dessus un appel aux gaullistes, en souhaitant finalement que les gaullistes d'opposition constituent la quatrième composante de

l'Union de la gauche, bref en développant cette stratégie politique semblent se rapprocher de ce type d'alliance de classes.

Nicos POULANTZAS. — Je ne crois pas qu'il en aille ainsi. Lorsque le PCF parle des gaullistes d'opposition, il pense aux secteurs populaires représentés par le gaullisme depuis ses origines. Ce ne sont même pas les classes moyennes, puisqu'il s'estime couvert de ce côté avec les Radicaux de gauche et le PS.

Reste que le Programme commun de la gauche française est le seul à préconiser des nationalisations dans le contexte eurocommuniste et eurosocialiste. Et le capital exclu de ces nationalisations, c'est précisément le capital étranger.

O. D... — Il y a eu sur ce point une phrase étonnante de François Mitterrand dans son débat avec les industriels. Neuf nationalisations prévues par le Programme commun. Une société a été rachetée par l'étranger. Il n'en reste donc plus que huit. On aurait pu penser que le rachat étranger constitue un argument supplémentaire pour nationaliser.

Nicos POULANTZAS. — Précisément parce que la gauche considère que les divisions entre capital à tendance nationale et capital à tendance proaméricaine sont devenues secondaires. Il faut rappeler aussi que le grand capital étranger est moins implanté en France que dans les autres pays européens. La gauche préfère jouer le capital moyen contre le grand capital.

O. D... — Quel est le critère permettant la distinction ?

Nicos POULANTZAS. — Il faut retenir une accumulation de critères, chacun pris isolément étant insuffisant, voire inexact. Disons, pour simplifier, le nombre d'ouvriers, la situation sur le marché, la fusion entre capital bancaire et capital industriel. Le rapport entre capital stable et capital variable : le phénomène essentiel reste l'interpénétration entre capital bancaire et capital industriel.

Pour comprendre que la gauche française refuse de valoriser le grand capital national il faut se souvenir de ce qu'a été la bourgeoisie française. Un passé peu éloigné rappelle qu'elle a été globalement traître à la patrie, pétainiste face à l'envahisseur. C'est une spécificité française. Elle explique la méfiance de la gauche qui estime que même le capital indépendant de l'étranger aura une attitude particulièrement réactionnaire. Il filera en Suisse ou se vendra aux Américains. D'où le calcul politique : au lieu de préserver

une alliance avec une fraction qui trahira comme elle l'a toujours fait, autant nationaliser ce qui reste non américain, et ainsi préserver son caractère national. En outre, s'affronter directement au capital étranger comporterait pour la gauche le risque d'un boycott international, comme Allende en a fait l'expérience. Enfin, répétons que le capital étranger domine moins en France que dans les autres pays européens. Pourquoi prendre un tel risque si l'enjeu est secondaire ?

O. D... — Mais alors les différences d'analyses faites entre les gauches française et italienne ou espagnole sur les divisions à l'intérieur de leurs bourgeoisies et les alliances nécessaires, ces différences que vous venez d'expliquer ne permettent absolument pas de comprendre l'écart dans leurs positions face à l'Europe. Si elles en fournissaient l'explication, on aurait un PCI très « indépendance nationale », un PCF plus européen. Or la situation est inverse.

LE ROLE POLITIQUE DE LA CEE

Nicos POULANTZAS. — Parce que la question européenne déborde le grand capital et parce qu'elle déborde l'économique.

Par exemple, pour Santiago Carrillo et Enrico Berlinguer, les raisonnements politiques dominant. Sur le plan économique, chacun se contente de constater que la CEE est une réalité et que le nier n'aurait aucun sens. Quant à la politique, Carrillo voit dans le Marché commun une certaine garantie de processus démocratique. Berlinguer, lui, ne pense pas au fascisme mais estime que le principal danger contre une expérience de socialisme démocratique en Italie viendrait de l'Est, la proximité de la Yougoslavie et les incertitudes de l'après-titisme lui donnent à réfléchir. Ceci dit, les choses sont vues différemment en Espagne et en Italie parce que les communistes ne considèrent pas que la transition au socialisme soit à l'ordre du jour. Le PCE cherche l'antifascisme, le PCI une certaine stabilisation politique.

En France le Programme commun existe. Il prévoit des nationalisations. La crainte de l'URSS est moindre. Les menaces sont donc ailleurs, par exemple dans un renforcement de l'autorité politique de l'Europe face à un gouvernement de gauche. S'y ajoute la crise de la social-démocratie européenne. Son affaiblissement permettrait à Bruxelles d'appuyer un peu plus sur le frein.

O. D... — Et les divisions à l'intérieur du Parti socialiste français ?

Nicos POULANTZAS. — Les raisons idéologiques pèsent beaucoup. D'un côté la tradition jacobine, nationale, sinon chauvine et anti-allemande ; de l'autre une certaine tradition européeniste de la social-démocratie, de la II^e Internationale qui, avant quiconque, a raconté le rêve européen. Et aujourd'hui, ce pari n'est pas forcément social-démocrate. Tout un secteur de la gauche du ps fait le pari d'une Europe socialiste.

O. D... — N'est-ce pas mettre la charrue avant les bœufs que de souhaiter accentuer l'unification économique et politique de l'Europe pour déboucher un jour sur l'Europe socialiste ? Ne faudrait-il pas d'abord amorcer la construction du socialisme dans un certain nombre d'Etats européens ?

Nicos POULANTZAS. — Je pencherai dans ce sens. Il ne faut cependant pas oublier l'internationalisation du travail qui s'effectue en Europe, la mobilité interne de la main-d'œuvre qui s'accroît, la coordination de certaines luttes syndicales.

Et puis le Parti socialiste est pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel mais n'a encore rien dit quant au renforcement de ses pouvoirs. Sa position est difficile : ne pas tourner le dos au rêve d'une Europe des travailleurs et, en même temps, ne pas entrer dans l'engrenage d'un Parlement renforçant ses pouvoirs, au besoin contre le socialisme en France.

Je suis d'ailleurs de ceux qui pensent que le danger de la création d'un Etat européen multinational n'existe pas. Que pourrait un Parlement européen contre les Etats nationaux, contre l'Etat français ? Et si la question du Parlement européen est symbolique, pourquoi ne pas y voir une idée force, une union nouvelle face aux superpuissances ?

O. D... — Faisons une hypothèse. L'Union de la gauche remporte les élections législatives, puis les présidentielles. Une transition au socialisme s'esquisse. L'Europe, telle qu'elle existe aujourd'hui, peut-elle freiner le processus ?

Nicos POULANTZAS. — Non, je ne crois pas. Le problème ne se jouera pas avec l'Europe, mais avec les Etats-Unis et l'Allemagne. La Communauté européenne est trop divisée pour intervenir en tant que telle. Je la vois mal prendre des mesures draconiennes contre l'Union de la gauche.

Cela dit, tout dépendra du processus. Le Programme commun

est susceptible de plusieurs lectures et applications. Si la version social-démocrate domine, on peut imaginer que l'Europe social-démocrate lui serve de point d'appui, comme elle l'a fait pour Soarès au Portugal.

O. D... — Et pour la version transition au socialisme, l'entrée dans le Marché commun du Portugal, de la Grèce et de l'Espagne, donc le renforcement de l'Europe du Sud, peut-elle avoir des effets importants ?

NICOS POULANTZAS. — Plus le Marché commun s'étend, moins il est efficace. Quant au plan politique, ces pays y trouveraient une garantie contre le fascisme, mais pour la gauche, ce serait un renforcement des pouvoirs conservateurs au sein de la CEE. Aucune alternative socialiste ou même social-démocrate n'existe à brève échéance en Grèce ou en Espagne. Soarès, Caramanlis et Juan Carlos n'apporteraient pas une extension progressiste de l'Europe.

Reste qu'à long terme la réussite d'expériences socialistes se situera non plus aux niveaux nationaux mais à un niveau européen. Je vois mal une transition au socialisme réussir dans le contexte d'une Europe résolument hostile. Il faudra qu'au moins une partie de l'Europe adopte une bienveillante neutralité. Aujourd'hui, la question pour l'Union de la gauche est de savoir comment jouer ou ne pas jouer la carte de l'Europe telle qu'elle est.

O. D... — C'est une question presque tactique.

NICOS POULANTZAS. — Totalement tactique. Une fraction du PS pense que le projet stratégique à long terme est plus important que les dangers tactiques. Une autre, le CERES, est d'accord sur le projet stratégique mais estime que le tactique l'emporte. Pour le Parti communiste, l'Europe reste une question de principe, mais les choses changent (1). Cela devient tactique également. Toute la gauche pourrait se retrouver sur ce problème : évaluation du moindre mal en cas de victoire du Programme commun en France.

Au-delà de ces calculs, il est clair qu'aujourd'hui aucune base économique et sociale n'existe pour une Europe détachée des États-Unis. Clair aussi qu'à long terme l'Europe indépendante sera socialiste.

(1) Cet entretien s'est déroulé le 31 mars 1977, soit avant la prise de position de Georges Marchais ne s'opposant plus catégoriquement à l'élection du Parlement européen au suffrage universel (« Club de la presse », *Europe* n° 1, 17 avril 1977).